

AIRBUS

Si on accepte les sacrifices aujourd'hui, la bourgeoisie cognera encore plus fort demain !

Après plusieurs semaines de contorsions de la direction d'Airbus et une rencontre Chirac-Merkel, le couperet est tombé : 10 000 suppressions de postes en Europe, fermeture ou vente de plusieurs usines.

La direction, la main sur le cœur, nous dit « il n'y aura pas de licenciements secs », « tout se réglera par des préretraites et des départs volontaires ».

Pas de licenciements à Airbus, mais ce n'est que la moitié des effectifs touchés : les 5000 intérimaires ou salariés des

entreprises sous-traitantes seront priés de se faire voir ailleurs. Quant aux salariés d'Airbus, on sait ce que signifient pour eux les « départs volontaires » : le harcèlement par les petits chefs afin de les faire craquer. Au total, il y aura encore plus de chômage, surtout parmi les jeunes qui cherchent du boulot. Et pour ceux qui restent : des cadences encore plus infernales, une augmentation des heures travaillées pour le même salaire, ou moins.

Comment la bourgeoisie et les syndicats expliquent la crise d'Airbus ?

Pour expliquer la crise d'Airbus justifiant de telles mesures, chacun y va de son petit couplet. Pour Gallois, le patron d'Airbus, c'est principalement à cause de l'Euro fort : les avions Airbus sont trop chers par rapport à ceux produits par Boeing. Pour les syndicats, c'est à cause d'une mauvaise gestion ou de l'avidité des actionnaires. Pour le patronat, c'est parce que l'État a voulu se mêler de la politique industrielle, ce qui n'est pas son rôle : il faut laisser les investisseurs privés se débrouiller entre eux. Pour les partis de gauche c'est parce que l'État n'a pas joué son rôle d'actionnaire. Pour la presse française c'est à cause de l'État allemand qui tire la couverture à lui. Pour la presse allemande, et la bourgeoisie qui est derrière, c'est difficile de renvoyer cet argument dans l'autre sens vu que, sans que les français y soient pour quelque chose, 6100 suppressions de postes sont annoncées à Bayer, géant de la chimie, en même temps que la direction de Deutsch Telekom décide de transférer vers des sous-traitants 50 000 de ses salariés, ce qui est un moyen de préparer leur licenciement une fois qu'ils seront dispersés dans de multiples petites entreprises. Et pour faire bonne mesure, ceux qui restent devront travailler 5 heures de plus par semaine, sans augmentation salariale. A travers ses médias, la bourgeoisie allemande essaie plutôt de consoler les ouvriers d'Airbus en disant que cela aurait pu être pire pour eux : ce sont les travailleurs français les plus touchés. Même son de cloche dans la presse espagnole : on ne s'en sort pas trop mal, mais c'est parce qu'on est plus compétitif. Et pour en rajouter une petite couche dans le refrain nationaliste, allemands et français sont accusés de faire leur petite cuisine dans leur coin, sans consulter les espagnols.

Quant à la presse britannique, c'est plutôt la discrétion qui domine : c'est vrai qu'en ce moment même, ce sont des centaines de milliers de travailleurs de la santé qui sont attaqués par un gel de leurs salaires déjà particulièrement bas.

Que nous proposent ceux qui rejettent les décisions de la direction d'Airbus ?

Pour les syndicats allemands, les difficultés d'Airbus sont un exemple parmi d'autres de la mauvaise gestion des patrons, laquelle est également responsable des difficultés de Deutsch Telekom et de Bayer. Ils revendiquent d'être plus présents dans la gestion des entreprises alors qu'ils représentent pratiquement 50% des conseils d'administration et qu'ils ont déjà été associés à toutes les décisions concernant Airbus ou d'autres secteurs. Dans ce cadre, ils proposent que les mesures à prendre pour « préserver l'avenir d'Airbus » soient discutées localement, usine par usine, entre les syndicats et les patrons.

Les syndicats français, pour leur part, dénoncent aussi la mauvaise « gouvernance » de la direction actuelle et proposent que ce soit l'État qui soit plus impliqué dans la gestion d'Airbus, perspective qui est également soutenue par le premier ministre et les candidats de droite et du centre aux prochaines élections présidentielles, Sarkozy et Bayrou. Quant à la candidate socialiste, Ségolène Royal, elle fait en plus la proposition que les régions soient impliquées dans le capital de l'avionneur. C'est-à-dire ce qui existe déjà en Allemagne où les Länder sont partie prenante dans le capital d'Airbus, avec le succès qu'on voit !

Face à la concurrence capitaliste, refusons de nous laisser diviser !

Il peut y avoir une part de vérité dans certaines de ces déclarations. C'est vrai que l'Euro fort est un obstacle à la vente des avions produits en Europe face à la concurrence de Boeing. C'est vrai qu'il y a des problèmes de gestion dans Airbus. En particulier, c'est vrai que la concurrence entre l'État allemand et l'État français n'a pas arrangé les choses. Chacun peut raconter une petite partie de la vérité, mais tous ces gens-là partagent le même mensonge : les travailleurs qui aujourd'hui paient les difficultés d'Airbus

auraient les mêmes intérêts que les patrons. En somme, ils devraient adhérer à l'objectif que tous ces discours se donnent : il faut que Airbus soit rentable par rapport à Boeing. C'est exactement aussi ce que disent les patrons américains aux ouvriers américains et c'est aussi pour cela que ces derniers ont subi des dizaines de milliers de licenciements au cours des dernières années. En fin de compte, dans tous les discours que nous font entendre les « responsables », que ce soit le gouvernement, les patrons ou les syndicats, les

ouvriers américains seraient les ennemis des ouvriers européens de la même façon que les ouvriers français, allemands, anglais et espagnols seraient les ennemis les uns des autres. Finalement, dans la guerre économique d'aujourd'hui, l'ensemble des forces de la bourgeoisie veut opposer les ouvriers des différents pays entre eux comme elle le fait dans les guerres militaires.

Que les États capitalistes soient en concurrence les uns avec les autres, ils n'arrêtent pas de nous le dire et c'est vrai. Les guerres du 20^e siècle nous ont montré que ce sont les travailleurs qui ont le plus à perdre dans ces rivalités entre nations capitalistes et qu'ils n'ont aucun intérêt à se soumettre aux ordres et aux intérêts de leur bourgeoisie nationale. Dans la logique du capitalisme, il faut que les ouvriers amé-

ricains comme les ouvriers européens fassent toujours plus de sacrifices. Si Airbus redevient rentable face à Boeing, les ouvriers américains subiront de nouvelles attaques (d'ailleurs, ce sont dès aujourd'hui 7000 emplois dont on annonce la suppression) et ensuite ce sera aux ouvriers européens de payer une nouvelle fois la note. Chaque recul des ouvriers face aux exigences capitalistes, et partout, ne fait que préparer de nouvelles attaques encore plus violentes que les précédentes. Il n'y a pas d'autre « option » possible pour le capitalisme car ce système est en crise, une crise insoluble et que la seule réponse qu'il sache opposer à cette crise ce sont toujours plus de suppressions de postes et une exploitation toujours plus féroce des ouvriers qui ont « la chance » de conserver leur emploi... pour le moment.

Une seule solution : unité et solidarité de toute la classe ouvrière !

Pour les travailleurs qui sont aujourd'hui frappés par les mesures de la direction d'Airbus, il n'y a pas d'autre alternative que la lutte. Dans plusieurs usines d'Airbus, ils l'ont compris immédiatement : dès l'annonce des plans de la direction, les 1000 ouvriers de l'usine de Laupheim, dans le sud de l'Allemagne, sont partis en grève spontanément, au même moment où ceux de Méaulte, en Picardie, arrêtaient le travail ; travail qu'ils ont repris lorsque le syndicat leur a annoncé que l'usine ne serait pas vendue, ce qui était un mensonge.

Mais les travailleurs d'Airbus ne sont pas les seuls concernés par cette lutte. C'est l'ensemble des exploités qui doivent se sentir solidaires face aux attaques qui aujourd'hui s'abattent sur les travailleurs de l'aéronautique, qui demain frapperont une nouvelle fois ceux de l'automobile, des Télécoms, de la chimie et tous les secteurs.

Il faut que partout les travailleurs se réunissent en assemblée générale souveraine où ils discutent et décident des objectifs et des moyens de leur lutte. Leur lutte, c'est l'affaire des travailleurs eux-mêmes. Ce n'est pas l'affaire des candidats aux élections dont les promesses seront oubliées dès qu'ils seront au pouvoir. Ce n'est pas l'affaire non plus de leurs « représentants » patentés, les syndicats. Ces derniers passent leur temps à cultiver la division entre les travailleurs, que ce soit au sein d'une même entreprise ou d'une même unité de production (comme on le voit aujourd'hui à Toulouse où les discours du principal syndicat, « Force Ouvrière », tentent d'opposer les « cols bleus » des usines aux « cols blancs » du siège social, eux aussi lourdement frappés). Ou encore d'un pays à l'autre, puisque les syndicats sont les premiers à agiter les chiffons nationalistes (pour les syndicats français d'Airbus, avec à leur tête le même « Force Ouvrière », il faut « lutter », y compris en paralysant la production pour obtenir une « meilleure répartition des sacrifices », en d'autres termes, pour que les ouvriers allemands soient encore plus lourdement frappés. Et même lorsqu'un syndicat comme IG Metall propose pour la mi-mars une journée d'action commune des travailleurs des différents pays où est implanté Airbus, ce n'est qu'une manœuvre pour prendre les devants d'une prise de conscience des travailleurs que leurs intérêts ne sont pas ceux du capital

national, en même temps qu'il essaie de faire passer ses déclarations contre la grève au nom de la « responsabilité ». C'est aussi un moyen de cultiver une « solidarité » entre ouvriers européens d'Airbus qu'on oppose aux ouvriers américains de Boeing qui pourtant, à l'automne 2005, étaient entrés massivement en grève contre les attaques patronales.

La nécessaire solidarité de tous les travailleurs a commencé à se manifester, notamment à travers des débrayages spontanés dans des usines relativement épargnées comme celles de Hambourg et de Brême, les plus importantes en Allemagne. Il y a peu, dans le sud de l'Espagne, les ouvriers d'Airbus, aujourd'hui attaqués, avaient apporté leur soutien aux manifestations des familles des travailleurs de l'équipementier automobile Delphi jetés à la rue par la fermeture de l'usine de Puerto Real. C'est le chemin dans lequel doivent s'engager tous les travailleurs.

Face aux appels des patrons à accepter les suppressions d'emploi, les baisses de salaires et l'aggravation des conditions de travail, une seule réponse : refus des sacrifices qui préparent des attaques encore plus brutales ! Seule la lutte paie !

Face aux tentatives de diviser les travailleurs par entreprises ou par pays, solidarité de toute la classe ouvrière !

Contre l'isolement qui veut toujours dire la défaite, élargissement des luttes ! Les assemblées ouvrières doivent envoyer des délégations massives aux autres entreprises pour que l'ensemble des travailleurs soit partie prenante d'un mouvement solidaire.

Face à un système capitaliste mondial aux abois qui portera des attaques toujours plus brutales contre tous les travailleurs dans tous les secteurs et dans tous les pays, il n'y a pas d'autre alternative pour la classe ouvrière que de mener des luttes toujours plus déterminées, plus amples, plus solidaires. C'est le seul moyen pour faire obstacle à une aggravation de l'exploitation, à des conditions de vie et de travail de plus en plus inhumaines, et aussi pour se préparer au renversement de ce système qui sème la misère, la guerre et la barbarie.

Courant Communiste International (5 mars 2007)
www.internationalism.org